



Informations Syndicales Antifascistes

n° 42 ■ septembre / octobre 2004 ■ édité par VISA 80 / 82 rue de Montreuil 75011 Paris ■ visacom@club-internet.fr ■ CCPA n° 0608 83860 ■ 1 €

■ Europe : Où en est l'extrême-droite ?

Rivalités au sein du FN :

Deux universités d'été séparées... et plus si affinité

Il est dorénavant classique que le Front National organise, chaque année à la fin du mois d'août, une « université d'été » destinée à la formation de ses cadres, mais aussi à attirer l'attention de la presse sur sa rentrée politique. Ce qui est moins traditionnel, en revanche, c'est le fait que, cette année, le public averti ait eu droit à... deux universités d'été estampillées FN, qui se déroulaient au même moment mais pas au même endroit.

En effet, le FN « officiel » sous la direction de Jean-Marie Le Pen tenait son université d'été du 26 au 28 août 2004 à Enghien-les-Bains, en région parisienne. Au menu, se trouvaient des discours sur toutes les prétendues « menaces » qui hantent la France selon le FN : « la menace contre l'intelligence » (sous forme des « valeurs bobo »), « la menace identitaire et le fait religieux » sous la forme de l'islam, « les menaces contre la souveraineté » bien sûr ainsi que « les menaces de la globalisation » et encore « les menaces contre la liberté des nations ». Mais on trouvait aussi, parmi ces menaces, « les "droits de l'homme" [contraires au] droit des hommes » ainsi que « le XXI^e siècle, nouvelle ère totalitaire » avec ses « 7 piliers de la décadence ». Parmi les orateurs, on trouve surtout les suspects habituels : Le Pen père et fille, l'inévitable Jean-Claude Martinez, ou le secrétaire général du FN, Carl Lang, ainsi que le professeur d'économie Jean-Richard Sulzer (devenu un habitué des meetings du FN, lui aussi).

Mais du 25 au 28 août se déroulait aussi, à Orange et sous les auspices du maire de cette ville, Jacques Bompard, une autre réunion attirant certains cadres du FN : « l'Université nationale et populaire » co-organisée par Bompard et par Bernard Antony, chef de file des catholiques-intégristes du FN. Les deux hommes sont entrés en « dissidence » vis-à-vis des Le Pen père et fille, jugeant surtout les positions de cette dernière « trop modernistes » et trop destinées à plaire aux médias. Ici aussi, il était beaucoup question de menaces : « Le droit contre nos libertés » (cela se décline par un droit « outil

de répression » contre les racistes, et par une justice présentée comme une proie « des lobbies »), « L'islam face à nos libertés » (était curieusement rangé dans cette thématique, le topo sur « Franc-maçonnerie et politique » ainsi que la « culture de mort »)... il faut entendre par là : IVG et contraception. Comme orateurs, les cadres « dissidents » du FN avaient pu gagner entre autres le psychiatre Jacques Corraze, l'ancien maire (proche de Philippe de Villiers) de Montfermeil, Philippe Bernard, ainsi que l'ancien avocat de Le Pen père, Georges-Paul Wagner. On trouvait aussi des jeunes militants « durs » comme Fabrice Robert (ex-Unité radicale) ou Emmanuel Ratier, spécialiste ès théories du complot mondial, parmi les intervenants.

GUERRE DE TRANCHÉES
AU F.N.



Apparemment, les deux universités d'été ont connu grosso modo la même affluence avec environ 300 participants chacune, avec un avantage en nombre pour « les Orangistes ». Ce qui n'a pas manqué de déclencher la fureur de Le Pen (père et surtout fille), menaçant tous les deux d'exclure les instigateurs de la réunion d'Orange des instances dirigeantes du FN. Mais à la mi-septembre, devant les bureaux exécutif et politique du FN, Jean-Marie Le Pen dut finalement reculer

devant la fronde des cadres désormais opposants à son règne sans partage. Jacques Bompard ne se gêne plus, désormais, à se présenter publiquement en défenseur d'une alternative au fonctionnement actuel du FN. Au lieu de concentrer l'activité du parti en une seule personne, son chef, Bompard rêve d'un vrai mouvement « de résistance » de la société blanche et catholique, profondément ancrée dans la société à partir des communes. Dans *Le Monde* du 31 août, Bompard décrit sa vision d'un tel mouvement communautaire « qui résiste aux autres communautés : mieux vaudrait demain une communauté d'un million d'hommes et de femmes avec ses écoles, ses collèges, ses réseaux d'entraide que cinq millions d'électeurs amorphes ». Bref : la construction d'une vraie société d'apartheid à partir du bas.

■ Entre les élections européennes de juin 2004 et

L'extrême droite se renforce (partiellement) en Europe

En Europe, l'extrême droite se renforce sur plusieurs fronts même si cette progression n'est pas uniforme et alors que les situations nationales et régionales restent assez hétérogènes et parfois contrastées. Tel est l'enseignement qu'on peut tirer des élections européennes du 13 juin 2004 et des dernières élections qui avaient lieu, dans plusieurs régions d'Allemagne et d'Autriche, en septembre 2004.

Ainsi on peut signaler le cas des partis d'extrême droite anciennement enracinés sur le terrain électoral, mais qui ne sortent pas renforcés de ces dernières élections. C'est le cas du Front National (FN) français après les dernières élections européennes, avec 9,8 % aux européennes (plus un résultat marginal de 0,3 % pour le MNR de Bruno Mégret) ; mais cela est partiellement dû à des conflits internes qui perturbaient son image publique. Mais c'est surtout vrai pour le FPÖ (« Parti de la liberté ») autrichien, le parti d'extrême droite de Jörg Haider, qui sort grand perdant de tous les scrutins des derniers mois et qui peine visiblement à surmonter sa crise.

En même temps, le scrutin européen était marqué par une montée en force visible de l'extrême droite britannique (avec le *British National Party* BNP), un succès relatif de l'extrême droite « dure » italienne avec Alessandra Mussolini et aussi l'entrée de plusieurs partis qu'on devra qualifier au moins de droite populiste, au Parlement européen en provenance de l'Europe de l'Est. Mais surtout, ces élections européennes ont été le point de départ d'une nette remontée de l'extrême droite allemande, particulièrement dans ses versions les plus « radicales » et ouvertement néonazie. Comme cela avait été attendu depuis le lendemain des européennes, ces courants d'extrême droite ont connu un succès incontestable dans plusieurs localités et régions de l'Allemagne, tout au long du mois de septembre.

Le FPÖ en chute... jusqu'où ?

Le parti d'extrême droite le plus mal en point, dans toute l'Europe, semble désormais être le « Freiheitliche Partei Österreichs » (FPÖ) de

Jörg Haider. Ce parti « de la liberté » était pourtant, en apparence, le modèle à suivre de toute extrême droite voulant réussir. Aux élections législatives fédérales du 3 octobre 1999, le parti de Jörg Haider avait atteint 27 % des voix, dépassant de très peu le Parti conservateur-catholique ÖVP (« Parti du peuple autrichien ») avec lequel il formait un premier gouvernement de coalition en janvier 2000. Mais depuis, l'avion est en chute, et on en vient même à se demander parfois s'il y a encore un pilote dans l'avion.

A l'origine, ça devait être une crise de croissance. Le FPÖ avait réussi à englober dans son électorat des couches sociales et des publics aux aspirations fort diverses. Dans une société ultra-stable et en l'absence de toute autre opposition radicale, le parti de Jörg Haider (dont l'image personnelle d'éternel jeune homme sportif avait, elle aussi, fortement joué) était apparu comme seule alternance possible. Cela allait bien tant que le FPÖ était porté par une dynamique d'opposition vague et protéiforme. Or, depuis qu'il est entré au gouvernement, le FPÖ a perdu de son aura « magique » ; il s'est banalisé. Et il a surtout démontré qu'il n'avait pas de véritable alternative au néolibéralisme, en vogue dans toute l'Europe, à proposer dans la mesure où lui-même avait surfé sur la vague néolibérale pour apparaître comme force « dynamique ». Son public n'est pas pour autant largement passé à gauche : il vote maintenant plutôt pour les conservateurs (qui ont largement dépassé le FPÖ), ou alors il ne vote plus du tout, même si une frange de l'électorat ouvrier du FPÖ est retourné aux socialistes... qui sont, pour certains, prêts à s'allier à Jörg Haider comme c'est d'ailleurs le cas dans la région de ce dernier, la Carinthie, depuis mars 2004. Mais en tout cas, son ancien électorat a largement tourné le dos au FPÖ.

Aux élections européennes de juin 2004, le FPÖ a obtenu 6,3 % des voix... contre 23,5 % au scrutin européen de juin 1999. La présence d'une nouvelle liste « HPM », centrée autour de Hans-Peter Martin (HPM), un ancien député européen social-démocrate qui a construit l'essentiel de sa campagne sur la dénonciation de la corruption au Parlement de Strasbourg, a fortement nuit au FPÖ. Cette liste a en effet obtenu 14 % des voix. Mais si cela s'est produit, c'est que le FPÖ se trouvait déjà en crise.

les récents scrutins en Allemagne et en Autriche

En même temps, le « noyau dur » historique de l'extrême droite autrichienne, héritier du nazisme historique (au moins en matière idéologique, même si la dynamique sociale n'est pas la même), a regagné en importance par rapport au reste du parti. Ainsi le FPÖ n'a-t-il pu envoyer qu'un seul député au parlement européen, en 2004. Mais il est intéressant d'observer qui est en définitive cet élu. Normalement, c'était l'ancien présentateur TV Hans Kronenberger, tête de liste, qui aurait dû intégrer le Parlement européen. Mais le droit électoral autrichien prévoit la possibilité pour les électeurs, d'émettre des « voix de préférence » au profit d'un candidat déterminé. A partir du moment où un candidat obtient à ce titre 7 % des voix exprimées pour son parti, celui-ci avance d'une place sur la liste. Avec 14% des votes préférentiels, c'est le numéro 3 de la liste du FPÖ, Andreas Mölzer, ancien idéologue personnel (« Conseiller en matière culturelle ») de Jörg Haider, aux thèses fortement imprégnées de racisme, qui a ainsi été élu. Ambiance au FPÖ : Kronenberger a d'ailleurs introduit une action en annulation des « voix de préférence » devant le Tribunal constitutionnel d'Autriche mais il a été débouté à la mi-août. Andreas Mölzer est donc aujourd'hui, le seul élu FPÖ au Parlement européen. Ce n'est pas bien sûr un hasard, car sa campagne avait été soutenue par un « comité de personnalités », nettement plus à (l'extrême) droite que la campagne officielle du FPÖ. C'est ce lobby ultra-droitier qui, via les « voix de préférence », a pu imprégner sa marque au parti tout entier. Sur 22.000 « voix de préférence » qu'Andreas Mölzer a obtenues au total, la partie la plus importante, plus de 6.300, vient d'ailleurs de la région où Jörg Haider règne en maître incontesté (dans le parti comme dans la politique régionale), la Carinthie.

Depuis, des changements sont intervenus à la tête du FPÖ, après un congrès assez tendu début juillet. C'est la propre soeur de Jörg Haider, Ursula Haubner, qui est devenue la nouvelle présidente du FPÖ... mais elle passe pour une « modérée » dans le parti. L'extrême droite « dure » est aussi bien représentée, avec l'un des deux vice-présidents (le Viennois Hans-Christian Strache) et le nouveau secrétaire général, Uwe Scheuch, qui a sa base en Carinthie. Lors de ce congrès, des observateurs ont pu remarquer qu'il y avait désormais trois

courants dans le parti, le premier étant celui des partisans de la « responsabilité gouvernementale » cherchant à ne pas mettre en péril l'alliance avec les chrétiens-conservateurs. Le deuxième courant serait l'extrême droite idéologique, dont certains représentants déclarent ouvertement préférer « un parti qui fait 5 à 8 % aux élections, mais qui a des convictions affichées, à une masse diffuse de 25 % des électeurs ». Le troisième courant serait ainsi formé par... Jörg Haider lui-même, qui naviguerait au gré des courants et de ses intérêts personnels. Début août 2004, un représentant de l'extrême droite du parti, Ewald Stadler, tente de repasser à l'offensive, en demandant que le parti cherche la confrontation avec l'Union européenne si celle-ci accepte d'examiner la future adhésion de la Turquie. Mais cette fois, Stadler est freiné, y compris par Jörg Haider lui-même. Il est vrai que la motivation donnée par ce représentant du courant catholique-intégriste, consistant à maintenir le caractère chrétien de l'Europe, menaçait de faire des vagues y compris dans les fractions « dures » du parti : le FPÖ a majoritairement une tradition anti-cléricale plus que militante-chrétienne.

Lors des élections régionales dans la partie occidentale de l'Autriche, le Voralberg, en date du 19 septembre 2004, le (relatif) déclin du FPÖ s'est confirmé. Le parti y a recueilli 12,9 % des voix, contre 27,3 % cinq ans plus tôt.

Allemagne : Poussée de l'extrême droite néonazie

En Allemagne, le scrutin européen a marqué une nette remontée de l'extrême droite, dont les partis avaient été globalement marginalisés sur l'échiquier politique depuis le milieu des années 90. Les raisons en étaient, entre autres, la récupération de la base des partis électoraux d'extrême droite par la droite classique, les lois sur l'immigration et sur l'asile ayant été fortement endurcies (depuis 1993), et le caractère éparpillé de l'extrême droite, divisée en plusieurs partis.

Aux élections européennes, le parti *Die Republikaner* (située quelque part entre une droite « villiériste » et l'extrême droite affichée) obtint 1,9 % des voix au plan fédéral et le NPD, néonazi, 0,9 %. Si ces proportions sont globalement identiques à celles des scores obtenus par l'extrême droite depuis 1990, cette dernière apparaissait cependant beaucoup plus

forte dans certaines régions, au dernier scrutin. En Saxe, région de l'Allemagne de l'Est, les scores additionnés du NPD (3,3 %) et des *Republikaner* aux européennes arrivaient à 6,7 %. Aux élections municipales qui se déroulaient, en quelques régions, en parallèle au scrutin européen, les scores montaient parfois beaucoup plus haut. Dans certaines localités de Saxe, le NPD obtint parfois jusqu'à 25 % des voix (dans des communes proches de la frontière tchèque). Mais aussi à Völklingen, vieille cité ouvrière de la Sarre, en Allemagne de l'Ouest, le NPD obtint plus de 9 % au scrutin local.

Cette tendance s'est confirmée aux élections régionales de septembre 2004. Au début du mois, le NPD a récolté 4 % des voix dans la Sarre ; mais 14 % des chômeurs et 10 % des ouvriers ayant participé au scrutin ont voté pour lui. Quinze jours plus tard, le 19 septembre, ce fut la percée pour l'extrême droite dans deux régions de l'Allemagne de l'Est. En Saxe, le NPD a obtenu 9,2 % des voix alors que les sociaux-démocrates n'ont obtenu eux que 9,8 %. Pire : 20 % des jeunes hommes et 18 % des chômeurs ont fait le choix du NPD. Et le même jour, dans le Brandebourg, la région entourant Berlin, c'était à la DVU (« Union du peuple allemand ») de récolter 6,1 %. Les deux formations d'extrême droite s'étaient réparties les régions, afin de ne pas présenter des listes concurrentes. Aux élections municipales dans le Nord-Ouest de l'Allemagne, le 26 septembre, des listes locales d'extrême droite ont obtenu 5 % ou plus à Cologne (« Pro Köln », une scission des *Republikaner*) et Dortmund.

Pour les prochains scrutins, le NPD et la DVU ont d'ores et déjà

Repères:

Les partis d'extrême droite en Allemagne

En 1964, les restes des partis pro-nazis ou post-nazis de l'après-guerre, dont l'influence avait décliné au cours des années 1950, décidèrent de fusionner pour rassembler leurs forces. Le produit de cette fusion est le *Nationaldemokratische Partei Deutschlands* (NPD, Parti national-démocratique d'Allemagne) né en novembre 1964. Peu de temps après sa naissance, la première récession économique de l'après-guerre surgit en même temps que le mouvement de jeunesse annonçant mai. La combinaison de ces deux éléments donna un espace au NPD, qui connut rapidement ses premiers succès électoraux. Ainsi ce parti entra dans une demi-douzaine de parlements régionaux à partir de 1966, avec son meilleur résultat en avril 1968 au Bade-Wurtemberg (9,8 %). Mais en 1969, il ne réussit pas à entrer au Parlement fédéral, ratant de peu avec 4,3 % les voix requises. Par la suite, le NPD commença à péricliter, alors que la droite classique, désormais dans l'opposition pour la première fois depuis la guerre, se mit à récupérer sa base en durcissant son discours. Le NPD chercha à surenchérir en fondant la *Aktion Widerstand* (Action résistance), semi-violente, comme mouvement extraparlamentaire. Mais les syndicats et les mouvements de gauche lancèrent une contre-mobilisation. A partir de 1972, le NPD devint un groupuscule pour de longues années. Jusqu'aux derniers scrutins de 2004, le NPD avait très peu de surface électorale, étant réputé plus violent et plus proche du nazisme historique que les autres partis d'extrême droite.

En 1972, un éditeur de journaux militaristes et nostalgiques du Troisième Reich de Munich, Gerhard Frey, décida de lancer une nouvelle organisation politique qui fut nommé la *Deutsche Volks-Union* (DVU, grosso modo «Union du peuple allemand»). La DVU était destinée à rassembler plus large que le NPD, en s'adressant à la fois à des éléments plus extrémistes dont ce parti dut officiellement prendre ses distances, et à des franges de la

droite classique. Certains responsables de droite la soutenaient d'ailleurs au début. Ce n'est que plus tard que la DVU se transforma en parti politique, en présentant des listes électorales à certains scrutins régionaux à partir de 1987. La liste de la DVU à Brême fut, en septembre 1987, la première formation d'extrême droite à réussir l'entrée dans un parlement régional depuis la chute du NPD. Au cours des années suivantes, les deux organisations, DVU et NPD, furent souvent alliées. A la différence du NPD, qui est un vrai parti de militants, la DVU est plutôt une coquille vide : elle ne dispose pas de véritables cadres.

Die Republikaner (REPs, Les républicains) sont nés fin 1983 d'une scission à droite de la CSU (branche régionale en Bavière de la droite chrétienne-démocrate, et traditionnellement plus à droite). Quatre responsables et députés de la CSU ne supportèrent le vote, par la direction de leur organisation, d'un crédit à la RDA. Les «intégristes» de l'anticommunisme le vécurent comme une trahison. Les REPs ont longtemps oscillé entre un profil classique d'extrême droite et un autre, plutôt national-conservateur, à l'instar des villiéristes en France. Ce parti connut quelques succès électoraux dans plusieurs régions en 1989 et en 1992, en passant devant l'extrême droite «dure» de NPD et DVU. A partir de 1994, une partie de sa base fut récupérée de nouveau par la droite classique, celle-ci ayant durci son discours et les lois sur l'immigration. Le parti renversa alors son président d'alors, Franz Schönhuber, ami de Jean-Marie Le Pen, et réputé «trop radical».

Au cours de la décennie suivante, ce parti a perdu presque toutes ses bases électorales et a été en quelque sorte écrasé entre l'extrême droite «dure» et les partis de la droite traditionnelle. Il est aujourd'hui déchiré entre son aspiration à la «respectabilité» bourgeoise, et la volonté d'apparaître en force «rebelle». Son ancienne présidente régionale en Saxe, Kerstin Lorenz, a empêché le parti des REPs de se présenter aux récentes élections (la liste fut invalidée) puis a elle-même ralliée le NPD le 18 septembre, la veille du scrutin.

convenu de rester alliés, et de présenter une « liste nationale » commune aux élections du Parlement fédéral en 2006. En même temps, le NPD est en train d'intégrer ouvertement les groupes néonazis radicaux (*Freie Kamaradschaften*, « camaraderies libres ») adeptes de la violence de rue. Trois de leurs leaders avaient d'ailleurs intégré le NPD dès la veille du scrutin, le 18 septembre ; maintenant, leurs membres affluent en nombre. La direction du NPD a déclaré, dans un communiqué, adopter la perspective d'un « mouvement d'ensemble de la résistance nationale ». Déjà, le 1^{er} mai 2004 à Berlin, le NPD avait manifesté avec 170 mouvements d'extrême droite, majoritairement des petits groupes proches de la violence.

Autres pays d'Europe

En **Grande-Bretagne**, c'est le *British National Party* (BNP), parti raciste se reconnaissant en Jean-Marie Le Pen, sort renforcé des scrutins européen et municipal qui se déroulèrent le même jour. En juin 2004, le parti raciste qui attise surtout la haine contre les immigrés « asiatiques » (indo-pakistanaïens), a ainsi obtenu 750.000 voix (5,2 %) aux municipales et 808.000 voix (4,9 %, pas de siège) aux européennes. Cela est d'autant plus inquiétant que le système bipartite britannique empêche traditionnellement la montée de forces politiques en dehors des deux grands blocs politiques (auxquels il faut ajouter les *Liberal Democrats* comme opposition centriste). A Bradford, dans le nord de l'Angleterre, le BNP occupe désormais quatre sièges au conseil municipal. Un reportage télévisé réalisé par un journaliste de la BBC, et diffusé le 15 juillet 2004 montre par ailleurs un caractère ouvertement haineux et violent de ce parti : des militants du BNP appellent au meurtre de musulmans, un partisan affirme fièrement avoir battu un « asiatique » jusqu'à ce qu'il perde connaissance, et le président du parti Nick Griffin plastronne devant la caméra que « le Coran autorise aux musulmans le viol des femmes blanches et des enfants ». Par ailleurs, un parti droitier et « souverainiste », le *United Kingdom Independence Party* (UKIP), a obtenu 16 % et 12 sièges aux élections européennes. En **Belgique**, le *Vlams Blok* poursuit sa série de succès dans la partie flamande du pays, en obtenant 23,2 % des voix exprimées en Flandre aux élections européennes (3 sièges). En Wallonie, la partie francophone du pays, le Front National belge a obtenu 7,45 % et le pro-

duit d'une scission, le Front nouveau de Belgique, 1,1 % (aucun siège pour les deux). Par contre, aux **Pays-Bas** voisins, les restes de la « liste Pim Fortuyn » font piètre figure avec 2,6 % des voix. Il est vrai que ce rassemblement hétéroclite, peu de temps après l'assassinat de son leader en mai 2002 puis un premier succès aux élections législatives quelques jours plus tard, a volé en éclats. La formation s'était alors déchirée entre les ambitions personnelles de ses nouveaux leaders improvisés, leur incompétence et les contraintes de la participation au gouvernement.

En **Italie**, le parti « post-fasciste », siégeant au gouvernement, Alliance nationale, a obtenu 11,5 % des voix aux élections européennes (et 9 sièges). Mais à droite de l'« Alliance nationale », des forces plus extrémistes ayant présenté plusieurs candidatures et listes, dont celle baptisée « Alternative sociale » ont obtenu 1,2 % des voix... permettant à la petite-fille du Duce, Alessandra Mussolini de trouver un siège au Parlement européen, puisqu'il n'y a pas la « barrière des 5 % » en Italie. Par ailleurs, la Ligue du Nord, le parti raciste et régionaliste-séparatiste présent en Italie du Nord, a obtenu 4,96 % des voix à l'échelle nationale (4 sièges).

En **Pologne**, un quart des voix exprimées aux élections européennes ont été recueillies par des formations réputées « populistes ». Mais les cas de figure sont différents. Ainsi la « Ligue des familles polonaises », un parti ultra-catholique et nationaliste, obtint 15,9 % des voix et occupe 10 sièges à Strasbourg. Elle est facilement à ranger au moins parmi les forces de la droite dure, voire à l'extrême droite. Par contre, le cas de la formation Samoobrona (« Autodéfense », « légitime défense ») du leader paysan Andrzej Lepper, ayant obtenu 10,8 % des voix et 8 sièges, est plus compliqué. Il s'agit avant tout d'une formation populiste ayant une forte base sociale parmi les paysans qui craignent d'être les futurs perdants de l'Union européenne ; si la « Ligue des familles polonaises » a toujours été anticommuniste, le mouvement « Autodéfense » provient d'une tradition post-communiste. Ce mouvement a fait parler d'elle, dans un passé récent, par des opérations de « jacquerie » sous forme de blocages de rue etc. Samoobrona est parfois, probablement un peu vite, classée à l'extrême droite. C'est plus sûrement un mouvement bâti autour d'un chef charismatique, nationaliste et exprimant des

Le FN se félicite ouvertement du succès du NPD en Allemagne!

Saxe ist gut ! (noch einmal*)

Les sondages l'annonçaient et malgré les menaces et les mises en garde des gardes chiourme du système (Français d'Abord du 17/09/04), la droite nationale, populaire et sociale allemande a réussi son pari dimanche lors des élections régionales en Saxe avec le NPD (Parti national démocrate) et dans le Brandebourg avec la DVU (Union du peuple allemand). Avec 9,2% des suffrages le NPD, conduit par le vice-président du mouvement, Holger Apfel, a fait une entrée fracassante au parlement régional en Saxe dont il était écarté depuis 36 ans. « C'est une journée merveilleuse pour tous les Allemands qui veulent encore rester Allemands » a déclaré M. Apfel, alors que les autres candidats des partis politiques quittaient, d'un même élan démocratique, les plateaux des émissions consacrées à cette soirée électorale afin de protester contre l'invitation faite aux dirigeants du NPD et de la DVU de venir s'y exprimer. Précisons encore qu'en Saxe, le NPD fait quasi jeu égal avec le SPD du Chancelier Schroeder (9,8%), largement distancé par les chrétiens-démocrates de la CDU (41,1%) et les néo-communistes du PDS (23,6%). Même forte percée de ces communistes new look dans le Brandebourg qui obtiennent 28% des suffrages, talonnant le SPD (31,9%) et devançant largement la CDU (19,4%). Dans cette région la DVU augmente son score de 1999 de près d'un point avec 6,1% des voix, ce qui lui permettra là aussi de siéger au parlement régional. Le président de cette formation dans le Brandebourg, Sigmar Peter-Schuldt, s'est félicité que la population ait exprimé « son ras-le-bol ». Une DVU, qui a failli disparaître corps et biens au lendemain du mystérieux attentat antisémite de juillet 2000 à Düsseldorf, dont les auteurs n'ont jamais été retrouvés et qui avait fait 10 blessés parmi des ressortissants russes, dont six de confession juive. Gerhard Schroeder avait alors agité le spectre de la résurgence de la bête immonde, mais la Cour constitutionnelle allemande ne s'était pas laissée impressionner et avait annulé en mars 2003 le recours déposé pour faire interdire le NPD (FDA du 27/03/03)

* encore une fois

fortes craintes vis-à-vis de l'ouverture de la Pologne, de l'internationalisation de l'économie et vis-à-vis de l'Union européenne.

Dans le reste de l'Europe de l'Est, les forces classiques de l'extrême droite ouvertement pro-fasciste ont connu des scores plutôt faibles aux élections européennes. C'est le cas du

« Parti de la vérité et de la vie » (MIEP) hongrois de l'écrivain antisémite Istvan Csurka, avec 2,35 %, et aussi des « Républicains » tchèques de Miroslav Sladek (0,8 %). Ces deux partis ont plusieurs fois été invités aux congrès du FN, en France. Par contre, le national-populisme en Europe de l'Est est parfois représenté par des formations plus fortes et plus « respectables », surfant sur des craintes très largement répandues dans les populations. C'est le cas par exemple du rassemblement « Patrie et Liberté » (LNKK, 29,8 % et 4 sièges à Strasbourg) de Lettonie, première force de son pays, ou de « Nouvelle Slovénie » (23 %). Ces partis peuvent se servir d'une propagande nationaliste exacerbée, mais il ne s'agit pas pour autant de formations pro-fascistes dans ces derniers cas. Le problème majeur, dans toute l'Europe de l'Est, est cependant la très faible participation électorale ; elle marque un manque de légitimité qui frappe toutes les for-

Pour Français d'abord : Le FPÖ limite la casse

«Le 7 mars Jeorg Haider, le leader du parti de droite nationale autrichien FPÖe, que l'on disait fini, faisait un beau pied de nez à ses adversaires en étant réélu au poste de gouverneur de Carinthie, dominant largement ses concurrents sociaux-démocrates du SPOe (FDA du 09/03/04). Dimanche, une nouvelle élection provinciale se tenait au Vorarlberg, d'où est natif l'actuel vice chancelier et membre du FPÖe, Hubert Gorbach. Au cours de leur campagne, les nationaux autrichiens ont mis l'accent sur les importants problèmes générés pour l'environnement par le trafic routier et l'immigration. Campagne de terrain active qui leur a permis de limiter les dégâts, la formation de Jeorg Haider ayant beaucoup souffert de sa participation à un gouvernement de coalition de Wolfgang Schuessel. Ce qui eu pour effet de brouiller leur image « populiste » dans l'opinion, d'autant que les membres du FPÖe siégeant au gouvernement avec les conservateurs ont mis sous le boisseau des pans entiers de leur programme. Avec 12,97% des voix pour la droite nationale, au lieu de 27,41% en 1999, cette élection provinciale entérine les difficultés qui sont celles du FPÖe actuellement. Même si la reprise en main du parti par Haider et les partisans d'une ligne « dure », sans concession face aux conservateurs, semble la plus à même de redonner à ce mouvement son identité et de lui permettre de regagner un très large soutien populaire.»

Sans commentaire !

ces politiques. Partout la participation se situe autour de 20 % à 25 % seulement, comme c'est le cas en Pologne (20,76 %).

Au prétexte des grèves d'EdF

Dans son édition n° 1040 du 24 au 30 juin 2004, sous le titre « *La France à la bougie* », NH s'étonne du fait que la CGT « *prétend vouloir ainsi empêcher une privatisation de la société publique* » alors que « *la modification du capital d'EdF ne touche en rien au statut des électriciens (leurs retraites et autres avantages), ni au fameux 1% sur les factures versées au comité d'entreprise* ». NH s'exaspère donc de la grève du personnel EDF contre la privatisation et notamment des événements récents (lire coupures de courant) qui « *constituent un grave recul pour la liberté de travailler des français* », une « *prise en otage des Français* ».

Considérant que « *les agents d'EdF ont à leur disposition d'autres moyens de protester contre un changement qui leur déplaît* ». ... : « *bloquer l'encaissement des factures des « usagers », ne pas assurer le relevé des compteurs,...* », NH estime que « *les coupures relèvent donc d'un choix délibéré de provoquer une crise aux conséquences dangereuses* » et accusent la CGT de renouer « *avec des méthodes de voyous pour imposer sa volonté au gouvernement* ».

Pour autant NH constatant que les coupures ne sont pas générales, considère que « *la CGT ne veut pas prendre de risque* »,... en mettant « *le pays dans le noir* »... « *bien que la capacité technique de sa branche Energie lui permette de réaliser une paralysie quasi-totale* ». Elle est, pour NH, contrainte de « *zigzaguer* »,... « *aiguillonnée par la concurrence sur son terrain, de Sud* ».

Mais bien sûr, ces actions n'iraient pas bien loin si le gouvernement Raffarin, dont le « *double jeu* » souligné dans le n° 1041 du 8 au 14 juillet 2004, ne laissait pas faire. En effet, face à la situation à EdF, qualifiée par le FN d'« *insupportable défi* » à l'autorité du gouvernement, « *l'absence de réaction* » de celui-ci, laisse selon NH « *la voie libre à tous les débordements* ». « *Raffarin joue avec le feu* ». Mais le principal responsable est pour NH Sarkozy,

ministre de l'économie qui « *sait bien qu'il ment avec impudence lorsqu'il dit que l'ouverture du capital d'EdF n'est pas la privatisation, ce qui crée le trouble chez les agents et leur fait écouter les extrémistes de gauche* » ; Sarkozy, dont « *la façon oblique d'agir,...* dans le dossier EdF *solidarise le personnel autour de la CGT* ».

Toujours selon NH, le pouvoir, « *Sarkozy en première ligne, ordonne à la direction d'EdF de contrer les saboteurs et coupeurs de courant* », mais cette dernière « *se contente d'évoquer la révocation des coupables, sans jamais passer aux actes* ». De son côté, « *la CGT continue sans désespérer ses actions en apparence désordonnées* ». « *Et si les deux stratégies, en apparence incohérentes, étaient complémentaires* », s'interroge alors NH.

Et d'expliquer que « *Raffarin et Sarkozy* », « *sachant que l'avenir de l'énergie en France n'est pas assuré* », « *chercheraient, en s'appuyant discrètement sur la CGT* », « *le contrôle absolu des sociétés qui arrivent de partout dans le secteur de l'énergie* ». La preuve, le gouvernement a déjà suspendu « *l'offensive judiciaire et policière contre*

la gestion de la CCAS », « *monopole de la CGT et de ses alliés* »... mais « *cette carte* » judiciaire, la CGT le sait, demeure néanmoins « *dans la manche* » de Sarkozy.

Le polar noir, émaillé de suppositions pour le moins hardies, se poursuit ainsi sur plusieurs paragraphes. Impossible, à la lecture des articles de NH de ne pas apercevoir les contradictions qui émaillent l'analyse. Peu importe d'ailleurs les explications, car l'essentiel de l'article n'a d'autre but que de s'en prendre à son plus dangereux concurrent. Pour NH, c'est

de la faute à Sarkozy... Le principal problème pour le FN étant que ce n'est pas en bouffant du Sarko,... qu'on devient Sarko... phage !



L'amnésie du ministre !

NH n° 1041 de début juillet 2004 s'en prend sous ce titre au contenu limité de la position affichée par Borloo, ministre de la Cohésion sociale contre le travail au noir. NH reproche à ce dernier de ne s'exprimer que sur « *la chasse aux faux intermittents, aux faux stagiaires...* » et de limiter son « *vertueux nettoyage* » à « *quatre secteurs, l'agriculture, le bâtiment, la culture, l'hôtellerie-restauration* ». « *Pourquoi pas les autres* » et pourquoi

ne pas mentionner les véritables « *acteurs du travail au noir* » s'interroge le très réactionnaire commentateur ? Et de citer (cela ne surprendra pas les lecteurs d'ISA), « *les immigrés clandestins en fournissent une très forte proportion* » ainsi que « *les fonctionnaires et assimilés, des agents EDF, des policiers et gendarmes, voire des fonctionnaires du fisc* » et plus loin dans le texte, « *même la Justice* », tous « *adeptes du travail au black* ». Voilà, selon NH, « *deux sujets tabous* » oubliés par Borloo. Pour le FN donc, au delà des « *quelques victimes expiatoires des contrôles* », ... « *comme la plupart des travailleurs au noir sont pratiquement intouchables, le phénomène perdurera* », d'autant qu'il est « *entretenu par la semaine de 35 heures et les blocages des salaires* ». Toute la haine raciste et antisociale aura ainsi été traitée en quelques lignes.

Ségrégation chez Renault

« *Un noir peut-il exercer des responsabilités à la direction d'une entreprise nationale ?* » C'est la question qui a été posée au Conseil des Prud'hommes au mois de juin de cette année concernant MM. Gabaroum et Soumare.

Ces deux personnes, cadres chez Renault, ont eu une évolution de carrière très limitée bien qu'étant appréciés dans les différentes missions qui leur ont été confiées. En effet, comme le dit le communiqué du MRAP, ces deux messieurs ont « *un grand handicap* » [Il s'agit bien évidemment d'un terme ironique sous la plume du MRAP] : « *ils sont noirs* »

Ils ont donc porté plainte avec le soutien des syndicats et du MRAP.

A l'heure où nous écrivons ces lignes, nous n'avons pas entendu parler de la conclusion de cette affaire... A suivre donc

Dans la presse syndicale

Lu dans ***La nouvelle Vie Ouvrière*** (CGT) du 30 juillet 2004, une analyse intéressante de ce « fait divers » qui s'est passé autour du 14 juillet.

Rappel des faits, une femme porte plainte pour agression de caractère raciste dans le RER D. La classe politique s'empresse de compatir (ce qui n'est pas à reprocher) et la presse de lancer « *un emballage politico-médiatique [...] Voulant passer pour une victime, [...] elle n'a fait que puiser dans les représentations* » les plus sensibles de nos

« *peurs et de [leur] instrumentalisation* » Cette affaire « *surgit au moment où, notamment au gouvernement, certains, après avoir enfourché le thème de l'insécurité au prétexte de capter l'électorat du Front National, tentent de conquérir de nouvelles « niches électorales » [...] Ils font de la concurrence en victimologie le seul moyen de se faire entendre et le plus sur aliment du racisme* »

On ne peut pas dire mieux !

Mais l'analyse ne s'arrête pas là : « *On est atterré qu'une fois le mensonge établi [...les gouvernants] puissent le relativiser au prétexte qu'il se produirait des actes identiques qui imposent la plus grande sévérité. Si ce n'est eux, c'est donc leurs frères, étant entendu qu'il va de soi que des jeunes de banlieue, arabes et noirs, sont des « nazillons » en puissance. Ce qui en dit long sur l'état de la citoyenneté et l'affaiblissement des identités et solidarités sociales...».*

isa ne peut pas mieux inviter l'ensemble des syndicats à s'approprier cette analyse, car comme l'article conclut lui-même, « *Dévoiler la réalité de pratiques discriminatoires et dénoncer les actes racistes dans les entreprises comme dans les quartiers, [...] sont aujourd'hui devenus des enjeux décisifs pour le syndicalisme* ».

Abonnement

Nom, Prenom :

et/ou syndicat :

Adresse :

Code Postal : Ville :

10 numéros :	7,60 €
Abonnement de soutien :	15 € ou plus
	Chèque à l'ordre d'ISA

L'équipe d'ISA

Dir de publication : F. Pécoup

Administration :

I. Nicolas, JJ Petiteau F. Mahé

Comité de rédaction

H Alexandre (G.10)

C. Aumeran (SNUJ)

C. Birnbaum (SNESUP-FSU)

M. Dumont (FGTE-CFDT)

édité par VISA / imprimé par nos soins

CCPA n° 0608 83860

JP. Ravoux (SNEPS-PJJ-FSU)

D. Trédaniel (FGTE-CFDT)

D. Turbet-Delof (SNUJ)

JL. Wichegrod (CGT Finances)